

ÉDUCATION • GOUVERNEMENT ATTAL

Derrière les propos d'Amélie Oudéa-Castéra, les crispations autour de l'enseignement privé parisien

La nouvelle ministre de l'éducation nationale a justifié la scolarisation de ses enfants dans le privé par des absences non remplacées. Des propos qui l'ont fait apparaître en mère d'élèves d'un système élitiste, dans une capitale en proie au séparatisme scolaire.

Par Violaine Morin

Publié aujourd'hui à 05h30, modifié à 08h55 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Amélie Oudéa-Castéra, au village olympique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 15 janvier 2024. GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Amélie Oudéa-Castéra est claire : « *Je souhaite clore ce chapitre des attaques personnelles et de la vie personnelle* », a déclaré la ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des Jeux olympiques et paralympiques, dans la matinée du lundi 15 janvier. Vendredi, alors qu'elle avait hérité du portefeuille de l'éducation depuis moins de vingt-quatre heures, la ministre s'était en effet attiré les foudres de la communauté éducative, en justifiant la scolarisation de ses trois enfants dans le très conservateur collège Stanislas (6^e arrondissement de Paris) par l'absentéisme supposé des enseignants de l'école publique.

Lire aussi | [Affaire Oudéa-Castéra : la version de la ministre démentie, indignation à l'école primaire Littré](#)



Trois jours plus tard, il semblerait que l'orage soit parti pour durer. D'abord, parce que *Libération* a retrouvé l'enseignante du fils aîné, qui a démenti s'être absentée pendant les six mois où l'enfant a été scolarisé à l'école publique de la rue Littré, dans le même 6^e arrondissement. Mais aussi parce que, par ses déclarations, la nouvelle ministre de l'éducation nationale a mis le doigt sur une série de sujets épidermiques pour le système scolaire – en particulier à Paris.

Les personnes interrogées par *Le Monde* s'accordent à le dire, il n'y a pas de « jugement » à porter sur le choix du privé, qu'Amélie Oudéa-Castéra partage avec environ 21 % des parents d'élèves en France. Mais la ministre s'est justifiée par les difficultés de remplacement, en se plaçant du côté des parents – par opposition aux enseignants, implicitement critiqués. Colère des syndicats, qui exigent désormais des excuses publiques, comme l'ont fait savoir les responsables de la FSU après avoir « coupé court » à leur première rencontre bilatérale, le 15 janvier.

Le choix de « l'exigence »

« La ministre a démontré qu'elle ne connaît pas l'éducation nationale, analyse Rodrigo Arenas, député La France insoumise du 13^e arrondissement de la capitale et ancien coprésident de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). *Les enseignants, c'est un corps. Quand vous en attaquez un, vous les attaquez tous. Du reste, tout le monde sait que le premier problème du système scolaire, ce sont les absences. Mais c'était à la Macronie de trouver des solutions, ce qu'ils n'ont pas fait depuis 2017.* »

Outre qu'Amélie Oudéa-Castéra a pointé sous sa casquette d'usagère les difficultés d'un système dont elle a désormais la charge, son témoignage la positionne en parent d'élève de l'enseignement privé. Pour les commentateurs du système éducatif, là se situe la véritable faute.

Lire aussi | [Les oppositions appellent à la démission d'Amélie Oudéa-Castéra, accusée de « mensonge »](#)



La ministre assume en effet d'avoir fait le choix de « l'exigence », en s'assurant que ses enfants sont « heureux », « épanouis », « en sécurité » et entourés « d'amis ». « Avec cette phrase sur les amis, elle sous-entend que l'enfant ne s'en serait pas fait dans l'école du quartier et revendique une forme de séparatisme scolaire, assure Pierre Ouzoulias, sénateur communiste de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et vice-président du Sénat, qui a déposé un projet de loi visant à moduler les subventions des collectivités aux établissements privés sur la base de leur taux de mixité. Elle a précisé ensuite qu'elle n'était pas catholique et que la religion n'avait pas joué. L'entre-soi social est donc revendiqué en tant que tel. »

A Stanislas, une homogénéité sociale record

« A ceci près que l'école Littré, ce n'est pas une banlieue difficile », s'agace un membre de l'inspection générale de l'éducation nationale. L'indice de position sociale de cette école est en effet comparable à celui de Stanislas, même si Littré est plus hétérogène. Connu du grand public pour s'être souvent retrouvé en tête des classements des meilleurs lycées de France (avec 100 % de réussite et 100 % de mention en 2022), Stanislas est en revanche célèbre parmi les spécialistes pour son homogénéité sociale record. « 0,4 % des élèves du collège sont d'origine défavorisée et 90 % sont d'origine très favorisée, contre un élève sur deux à l'échelle de Paris », rappelle Julien Grenet, chercheur à l'Institut des politiques publiques et spécialiste de la mixité scolaire. Sur les classes de lycée, la proportion d'élèves très favorisés atteint 93 %, toujours pour 0,4 % d'élèves défavorisés.

La ministre de l'éducation nationale a ainsi mis le doigt sur un problème majeur à Paris, où la part des élèves dans l'enseignement privé augmente rapidement, ainsi que la concentration des enfants issus de milieux favorisés dans ces mêmes établissements. Le taux de scolarisation dans le privé est passé de 31 % de collégiens au début des années 2000 à 37,5 % en 2022. Dans les lycées, la proportion d'élèves du privé atteint 40 %, contre 37 % vingt ans auparavant. Cette augmentation s'intensifie fortement entre 2020 et 2022.

Lire aussi | [Amélie Oudéa-Castéra « regrette » d'avoir pu « blesser certains enseignants » du public avec ses déclarations sur les heures d'enseignement non remplacées](#)



La principale explication, outre une réforme du système d'affectation des lycéens aux effets marginaux, est la forte baisse démographique à Paris. La capitale a perdu 25 % de ses naissances entre 2010 et 2022. Cette chute est répercutée sur l'enseignement public, où l'on ferme des classes sans fermer l'équivalent dans l'enseignement privé. Pour la rentrée 2024, un total de 125 suppressions de postes est ainsi envisagé dans les écoles publiques parisiennes.

Selon Julien Grenet, si rien n'est fait, la proportion d'élèves dans le privé à Paris atteindra 48 % en 2033. Une augmentation qui a en outre des conséquences importantes sur la ségrégation sociale, le privé restant sous tension, avec moins de places à offrir que de candidats : un élève favorisé sur deux est aujourd'hui scolarisé dans le privé à Paris, mais ils pourraient être 70 % en 2033.

Un « réflexe de classe »

Stanislas, comme d'autres établissements privés cotés de la capitale, bénéficie par ailleurs d'un système d'allocation des moyens plus souple que le public, qui lui permet de proposer une plus large offre pédagogique dans les années qui précèdent le baccalauréat. Comme l'avait démontré *Le Monde* en janvier 2023, les lycéens de Stanislas disposent d'un supplément d'environ quarante heures par semaine par rapport à un établissement public de taille équivalente. « *A Paris, vous aurez bientôt une école des riches et une école des pauvres* », s'alarme Pierre Ouzoulias, qui dénonce « *une vision néolibérale, qui consiste à dire que l'enseignement est un marché comme un autre où il est normal de mettre en concurrence les différents établissements* ».

Lire aussi l'enquête : [De l'École alsacienne à Saint-Jean-de-Passy, ces lycées parisiens privés très bien dotés par rapport au public](#)

La ministre de l'éducation déchire par ailleurs le voile pudique qui recouvrait jusqu'ici une réalité bien connue à Paris : « *Une bonne partie du personnel politique scolarise ses enfants dans le privé* », glisse un ancien conseiller ministériel. Amélie Oudéa-Castéra assumerait, pour la première fois, un « *réflexe de classe* », avance même un ancien recteur, tandis qu'un autre rappelle que cette réalité s'est vue – de manière plus feutrée – « *à droite comme à gauche* » ces dernières décennies.

Sur les quatre ministres de l'éducation depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, deux ont fait leur scolarité dans l'enseignement privé (Jean-Michel Blanquer et Gabriel Attal), et deux y ont inscrit leurs enfants (Pap Ndiaye et Amélie Oudéa-Castéra). Loin d'être anecdotique, cette réalité pose de profondes questions de gouvernance, dans la mesure où le système public est administré par des politiques qui n'en sont pas les usagers.

Atmosphère homophobe et sexiste

Le dernier volet de cette polémique à multiples détentes est l'identité idéologique de Stanislas. Dans cet établissement réputé conservateur régnerait, d'après plusieurs enquêtes de presse, dont celle du *Monde*, une atmosphère homophobe et sexiste. L'établissement est également cité dans des affaires d'agressions sexuelles mettant en cause d'anciens aumôniers et des anciens cadres dont l'ancien directeur Daniel Chapellier – qui conteste les faits –, mis en examen pour « *agression sexuelle sur mineur de moins de 15 ans* ».

Lire aussi | [Les démons du collège Stanislas, citadelle de l'enseignement privé catholique](#)

Une mission de l'inspection générale de l'éducation nationale, mandatée par Pap Ndiaye en 2022 après des révélations de *Mediapart*, a remis ses conclusions à Gabriel Attal à la fin de l'été 2023. Selon nos informations, la mission signalerait des manquements au code de l'éducation et notamment à la loi Debré, qui régit l'enseignement privé sous contrat. Un dossier sur lequel la nouvelle ministre pourrait se retrouver juge et partie ? Le ministère indique avoir transmis les « *recommandations* » contenues dans ce rapport d'inspection à l'académie de Paris, chargée de leur mise en œuvre, et l'inspection générale a récemment fait un point sur Stanislas avec le diocèse de Paris.

Violaine Morin